



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° M_DEC2312_092

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

VU,

- La délibération n° 122 du conseil municipal en date du 10 octobre 2022 relative à la délégation de Monsieur le Maire en application de l'article L 212-22 alinéa 7 du code général des collectivités territoriales ;
- Le code général des collectivités territoriales, notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies d'avances et de recettes et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et la comptabilité publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée au régisseur d'avance et de recettes relevant des organisme publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'acte constitutif de la régie en date du 23 février 1995 ;
- L'instruction codificatrice n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006 ;
- L'avis conforme du responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) d'Harfleur en date du 11 juillet 2023 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité d'encaisser les billets d'entrées et les produits de la boutique cœur d'abbaye
- La nécessité de mettre à jour les décisions DE1603IN2-1, DE1612IN2-1, DE1803I1-2F, DE1809I1-6F, DE1909I1-1F, DE2011I_3FI, DE2107I_8M

DÉCIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à étendre la régie de recettes relative à l'encaissement des droits d'entrées aux spectacles et animations organisés par le service culturel aux encaissements des billets d'entrée de cœur d'abbaye et la vente de produits de la boutique cœur d'abbaye
- De modifier l'ensemble des articles comme suit :

- **Article 1** : il est institué une régie de recettes à la Ville de Montivilliers pour l'encaissement des produits suivants :

- droits d'entrées aux spectacles et animations organisés par le service culturel
- vente de pots de miel issus des ruches gérées par le service espaces verts de la Ville
- vente d'éco-cups et de gourdes
- vente des emplacements des vide-greniers
- billets d'entrées de cœur d'abbaye et la vente de produits de la boutique cœur d'abbaye
- illustrations de Montivilliers cité des abbesses
- porte-clés de Montivilliers cité des abbesses
- éco-cups Montivilliers cité des abbesses

- **Article 2** : les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires
- Cartes bancaires
- Chèques réduction du Département
- Chèques culture de la Région
- Paiement en ligne (internet)
- Prélèvement automatique
- Chèques vacances
- Virement

Les recouvrements des produits seront effectués contre la délivrance de tickets.

- **Article 3** : un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DRFIP 76.

- **Article 4** : cette régie est installée à la salle Michel VALLERY pour l'encaissement des billets d'entrées aux manifestations du service culturel.

- **Article 5** : un fonds de caisse de 370 € est mis à disposition du régisseur.

- **Article 6** : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 20 000 €
Le montant de l'encaisse maximum en numéraire est fixé à : 4 000 €.

- **Article 7** : le régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé et au minimum une fois par mois.

- **Article 8** : le régisseur et les mandataires suppléants seront désignés par le Maire sur avis conforme du comptable public assignataire

- **Article 9** : le régisseur percevra une indemnité de managements de fonds dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- **Article 10** : une sous-régie pour les encaissements des recettes de l'abbaye est créée par décision.

- **Article 11** : le régisseur doit produire au Maire les pièces justificatives de recettes au moins une fois par mois.

- **Article 12** : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

